Paiements de péréquation supplémentaires—Loi

● (1440)

Pourquoi aucun député conservateur du Québec n'intervient-il à la Chambre pour faire un discours, pour dire que sa province a besoin de plus forts paiements de péréquation? Pourquoi pas un seul député conservateur des Maritimes n'intervient-il au nom des électeurs qu'il représente à la Chambre? Ils devraient se lever pour réclamer des fonds au gouvernement. Au besoin, ils devraient mettre leurs sièges en jeu. Mais les députés conservateurs s'en gardent bien. Ils restent sages et muets. Même le député qui propose d'abolir les péages sur le pont Champlain, reste tranquille. Son collègue là-bas ne bronche pas non plus. Ils proposaient d'abaisser le prix de l'essence, de supprimer les péages et bien d'autres choses, et voilà maintenant qu'ils ne font rien. Ils sont simplement satisfaits d'être assis à leur pupitre au cas où ils seraient invités à joindre le fan club de Brian ce qui les sortirait de l'ombre où ils sont relégués pour l'instant. Eh bien, nous de notre parti, ne sommes pas satisfaits de la situation.

[Français]

Ce que les libéraux veulent, monsieur le Président, c'est promouvoir l'égalité des chances de tous les Canadiens dans la recherche de leur bien-être. Ce que les libéraux veulent, c'est favoriser le développement économique pour réduire l'inégalité des chances. Ce que les libéraux veulent, monsieur le Président, c'est fournir à tous les Canadiens un niveau d'égalité acceptable et les services publics essentiels. Ce que les libéraux veulent également, c'est avoir des gouvernements provinciaux qui cesseront de gaspiller l'argent des contribuables. Nous savons, monsieur le Président, que plusieurs des gouvernements provinciaux lorsqu'ils ont eu le pouvoir de gérer ces fonds, sans condition, qui venaient du gouvernement fédéral, les ont gaspillés, ils ne les ont pas administrés de la façon qu'ils auraient dû. Et je suis sûr que mon collègue d'en face qui est d'accord avec moi sera d'accord sur le fait qu'il faut absolument faire maison nette de ces gouvernements provinciaux conservateurs que nous avons dans le moment.

[Traduction]

Dans la province de l'Ontario, juste pour vous donner un exemple de la façon dont ces fonds sont dépensés, 97 p. 100... eh bien, il vaudrait mieux que ce soit exact.

[Français]

M. le vice-président: La députée de Gatineau (M^{me} Mailly) fait un rappel au Règlement.

Mme Mailly: Je me pose une question sur la pertinence du discours. Avant, c'était sur un sujet qu'il a à cœur, là il commence sur un autre. Il me semble que les élections provinciales n'ont rien à voir avec la péréquation du moment.

M. le vice-président: Si l'honorable député parle du gouvernement de l'Ontario et de sa politique concernant la péréquation, cela peut être pertinent. Mais je pense que le député comprend le point soulevé par l'honorable députée de Gatineau (M^{me} Mailly) et en tiendra compte dans ses remarques.

M. Boudria: Merci beaucoup, monsieur le Président. Je suis pleinement d'accord, comme je le suis d'habitude, sur la décision impartiale que vous avez prise en tranchant cette question.

Monsieur le Président, si on se reportait un moment au gouvernement de l'Ontario.

[Traduction]

En ce qui concerne les fonds versés par le gouvernement fédéral à l'Ontario surtout dans le domaine du logement, à l'heure actuelle la participation fédérale au financement du logement public en Ontario est de 97 p. 100 et celle de la province, de 3 p. 100. Ce n'est qu'un exemple de programme d'une province où les deux gouvernements devaient participer. Quand on verse l'argent à un gouvernement provincial conservateur, il le gaspille.

M. le vice-président: Le temps de parole du député est terminé. Y a-t-il des questions ou des observations?

M. McKnight: Monsieur le Président, si on me permet de poser une question au député, le député est-il au courant du programme de logement locatif Canada-Ontario et du fait que le gouvernement fédéral et la province assument respectivement la moitié des dépenses? Ce programme permettra de construire 2,800 logements pour les habitants de l'Ontario grâce aux bons offices de l'ancien ministre du Logement, M. Bennett, et de l'actuel ministre, M. Timbrell.

M. Boudria: Monsieur le Président, oui...

M. Guilbault (Saint-Jacques): J'invoque le règlement, monsieur le Président. Je voudrais vous faire remarquer que le ministre pose à un député une question qui n'a rien à voir avec le projet de loi à l'étude, qui porte sur les paiements de péréquation.

M. le vice-président: La question est pertinente, car c'est le député de Glengarry-Prescott-Russell (M. Boudria) qui a abordé le sujet, par ses propos sur l'utilisation des paiements de péréquation par le gouvernement de l'Ontario.

M. Boudria: Oui, monsieur le Président, je connais le programme de fourniture de logements locatifs. Je connais aussi le programme municipal de logements à but non lucratif et tous les autres programmes concernant le logement en Ontario. Je sais également que, si vous les amalgamez tous et si vous calculez la part du fédéral et celle de la province, vous verrez que 97.2 p. 100 de l'argent vient du fédéral et que l'Ontario verse les 2.8 p. 100 restants. Les frais de la plupart de ces programmes devaient être partagés équitablement entre les deux niveaux de gouvernement.

M. le vice-président: La Chambre est-elle prête à se prononcer?

Des voix: Le vote!

M. le vice-président: La motion est la suivante: M^{me} McDougall (au nom de M. Wilson (Etobicoke-Centre)), propose: Que le projet de loi C-39, tendant à prévoir des paiements de péréquation supplémentaires à effectuer au profit de certaines provinces pour la période allant du 1^{er} avril 1982 au 31 mars 1987, soit maintenant lu pour la 2^e fois et renvoyé au comité permanent des finances, du Commerce et des questions économiques.